



NORWEGIAN CHURCH AID
actalliance



Focus groupe des Femmes à Bumoga, Cifunzi, Kalonge, kalehe/Sud-Kivu

RAPPORT ETUDE DE BASE

Projet Consortia intitulé « Agriculture durable et meilleure protection des forêts tropicales en RDC » (REDD+)

Septembre 2021

Rapport rédigé par :

L'équipe VICTIM'S HOPE RDC

Pour Plus d'informations :

Mme Riborg Knudsen

Directrice Pays

Norwegian Church Aid /NCA

Av. Mbaki, N° 33 / Ibanda, Bukavu

Email : rik@nca.no

Table de Matières

Liste de tableau	4
Liste de figure	4
Liste des acronymes et abréviations	5
I. Contexte de la zone du projet :	6
II. A propos de VH-RDC	7
III. A Propos de Norwegian Church Aid (NCA)	7
IV. Sommaire de l'étude de base	7
Conception de l'étude	8
Limites vécues pendant la collecte	8
V. Résumé.....	9
VI. Méthodologie de l'étude	10
Indicateurs à mesurer.....	12
Revue des données secondaire et harmonisation de l'approche	13
Conception de l'échantillon	13
Question d'enquête	14
VII. Analyse des Résultats.....	15
1. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES	16
2. AGRICULTURE DURABLE ET PROTECTION DES FORÊTS.....	17
3. MOYENS DE SUBSISTANCE DES PEUPLES AUTOCHTONES	23
4. INITIATIVES LOCALES ET GESTION DURABLES DES RESSOURCES NATURELLES	27
VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	30
Conclusion	30
Recommandations.....	31

Liste de tableau

Tableau1	: Liste des indicateurs mesurés
Tableau2	: Valeurs de base des indicateurs
Tableau3	: Profession, le niveau d'étude et l'appartenance association forestière
Tableau4	: Pratiques de protection et de conservation des forêts
Tableau5	: Avoir manquer un quelconque aliment à manger au sein du ménage
Tableau6	: Tendances général
Tableau7	: Score de Faim
Tableau8	: Si locateur, titre de location détenu
Tableau9	: Si propriétaire, titre de propriété détenu
Tableau10	: Raisons d'appliquer les modèles agricoles précités
Tableau11	: Formation sur l'agroforesterie

Liste de figure

Figure1	: Repondent par sexe
Figure2	: Les 3 piliers de l'agriculture durable
Figure3	: Avez-vous été obligé de passer une soirée affamée par ce qu'il n'y avait pas assez de nourriture au cours de 30 jours
Figure4	: Accès à une terre cultivable par votre ménage au cours de 12 derniers mois
Figure5	: Mode d'accès à la terre
Figure6	: Niveau de sentiment de sécurité de possession durable de terre cultivée
Figure7	: Augmentation du revenu dans les six derniers mois
Figure8	: Source de revenu par territoire
Figure9	: Modèle agricole pour accroître la fertilité des champs
Figure10	: Avez-vous l'intention de continuer à appliquer ces modèles
Figure11	: Techniques utilisées pour la cuisson de la nourriture

Liste des acronymes et abréviations

BCZ	: Bureau Central de la Zone de santé
FGD	: Focus group Discussion
FANTA	: Food Nutrition Technical Assistance
KII	: Key Informant Interview
KM	: Kilometer
MEL	: Monitoring Evaluation and Learning
MEAL	: Monitoring Evaluation Accountability and Learning
NCA	: Norwegian Church Aid
PNKB	: Parc National de Kahuzi Biega
RDC	: République Démocratique du Congo
REDD+	: Réduction des Emissions venant de la Déforestation et Dégradation
RM	: Raiya Mutomboki
VH-DRC	: Victim's Hope DRC

I. Contexte de la zone du projet :

Le projet consortia d'Agriculture durable et meilleure protection des forêts tropicales en République Démocratique du Congo, « REDD+ » sera implémenté à travers un consortium de partenaires - Caritas Norvège (agence principale), Norwegian Church Aid, Église du Christ au Congo (ECC) et Caritas Congo ASBL - dans la province du Sud-Kivu dans le Territoire de Kalehe, sur l'axe Bukavu-Kalonge, à cheval du Parc National de Kahuzi-Biega et dans la province de Maniema dans le Territoire de Kailo, Secteur de Balanga à 60 Km de Kindu, sur l'axe Kindu-Lokando, dans la lisière du Parc National de la Lomami.

Sur le plan politico-administrative :

Kalonge, est un Groupement du Territoire de Kalehe, qui est limitrophe du Territoire de Shabunda et de Kabare dans la Province du Sud- Kivu. Elle est une zone partiellement occupée par des groupes armés internes et externes au Groupement. Ces groupes armés externes proviennent des territoires voisins dont Kabare et Shabunda. Avec une population estimée à 189 918 habitants, avec une superficie d'environ 75 km².

Le Territoire de Kailo quant à lui mesure environs 25.003 km² avec une population estimée à 280 992 habitants. Il est composé de trois collectivités dont Wasongola, Ambwe et Bangengele avec une limitation avec les Territoires de Punia, Ubundu, Shabunda et Pangi.

Sur le plan économique :

Dans les deux zones, les populations vivent principalement de l'agriculture, comme source principale de revenu et de l'exploitation de la braise et du bois. Il s'observe la présence des certains carrés miniers qui sont exploités artisanalement et qui, souvent occupés par des groupes armés en défaveur des populations locales. Ces zones disposent un sol fertile avec deux saisons fortement favorables à plusieurs cultures tel que le manioc, le riz, le maïs, l'arachide et la banane plantain. Quelques acteurs économiques locaux sont disponibles. L'accès physique à ces zones est difficile il se pose d'énormes problèmes pour les opérateurs économiques locaux et aux populations locales d'écoulement des produits agricoles locaux et l'importation des produits manufacturés de première nécessité (Semoule, Farine de Maïs, forma, Riz, Huile Végétale, Savons de Lessive, ...).

Le moyen facile d'accès à ces zones reste les motos et les vélos et, rarement par véhicule pendant la saison sèche, en raison de l'état de route fortement délabrées ou inexistantes.

Sur le plan socio-culturel :

Du point de vue culturel, le Territoire de Kalehe et, le groupement de Kalonge en particulier est composé en grande partie de groupes ethniques Bahavu, Batembo, Bahunde, Banyarwanda, Bashi, Banyanga et Barega. Alors que le Territoire de Kailo est composé de trois grands groupes de population dont les Basongola représentés à 36%, les Bangengele à 30%, les Balanga à 20%, qui sont les tributs autochtones. A côté de ces deux groupes, on trouve les Wagenya et les Arabisés. Les langues parlées le Territoire de Kalehe sont le Kiswahili, Kihavu, Kitembo, Kinyarwanda, Kihunde et Mashi, tandis que dans le Territoire de Kailo on parle le Kiswahili, Kisongola, Kingengele, Kilanga, Kizimba, Kilega, Kikusu et plusieurs autres dialectes

II. A propos de VH-RDC

Victim's Hope RDC, dont le siège est à Bukavu au Sud-Kivu, est une organisation nationale de droit congolais, créée en avril 2013 et est enregistrée au Ministère de la Justice sous le N°JUST.112/SKV/3912/2013 et aux Affaires sociales sous le N°08/003/DIVAS/SK/02/2018.

Elle a été créée suite aux différentes catastrophes naturelles et humaines récurrentes qui ont secoué l'Est de la RD Congo et de la vulnérabilité accrue qui a caractérisé non seulement les victimes, mais aussi les populations autochtones.

Victim's Hope RDC est spécialisé dans la recherche quantitative et qualitative afin de fournir des données précises et fiables de haute qualité à la communauté humanitaire avec des preuves pour leur permettre de fournir une assistance opportune et efficace aux personnes les plus vulnérables afin d'accroître l'impact social.

Elle a une grande expérience avec de nombreux donateurs et organisations internationales et a mené plusieurs activités de recherche et d'évaluations dans les provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri, Tanganyika, Kasai et Kasai Central et Maniema.

III. A Propos de Norwegian Church Aid (NCA)

Norwegian Church Aid est une organisation humanitaire et œcuménique indépendante dont le siège est à Oslo, en Norvège. Dans ce projet consortium NCA conservera un rôle de soutien au niveau national, en aidant les partenaires locaux (ECC et Caritas Congo ASBL) à développer des systèmes de qualité pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, y compris une étude de base. NCA travaille avec des personnes et des organisations du monde entier pour éradiquer la pauvreté et l'injustice. NCA fournit une aide d'urgence en cas de catastrophe et œuvre pour le développement à long terme des communautés locales. Afin de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, NCA plaide pour que les autorités publiques, les entreprises et les chefs religieux prennent des décisions justes. NCA aide ceux dont les besoins sont les plus grands, indépendamment de l'origine ethnique, de la croyance, de l'affiliation politique ou religieuse.

NCA est présente dans la région des Grands Lacs depuis 1994, à commencer par une réponse d'urgence à la crise humanitaire dans les régions orientales de la République démocratique du Congo (RDC) causée par la guerre au Rwanda. Il y a actuellement deux bureaux de NCA en RDC : à Bukavu, au Sud-Kivu (SK), et à Goma, au Nord-Kivu (NK). En outre, il y a une base de terrain à Baraka.

IV. Sommaire de l'étude de base

Ce rapport décrit les informations issues de la revue documentaire et de la collecte des données à travers les entretiens conduits sur terrain auprès des informateurs clés (KII), des groupes de discussions (FGD) et d'enquêtes ménages dans les zones d'interventions du Projet d'agriculture durable et meilleure protection des forêts tropicales en RDC « REDD+ ».

Cette étude de base vise à comprendre et/ou apprécier les connaissances, les attitudes et les pratiques de base de la communauté locale avant la mise en œuvre

du projet par les partenaires de mise en œuvre en RDC par rapport à une sélection d'indicateurs dans les cadres de résultats.

Conception de l'étude

A l'issue des indicateurs suivis par le projet et suite aux données secondaires obtenues de la revue documentaire, les outils de collecte ont été développés, incluant le questionnaire d'enquête ménage, les guides d'entretien avec les informateurs clés et de discussion de groupe avec la communauté. Après discussion et validation des outils avec NCA, les agents de collecte des données ont été formés sur la méthodologie et les outils de collecte sur terrain dans les deux territoires ciblés. Les enquêtes ménages ont été conduites auprès de 233 ménages en raison de 137 ménages dans le Territoire de Kalehe et 96 ménages dans le Territoire de Kaïlo. Quant aux informateurs clés et focus groups, 21 entretiens avec les leaders locaux dont les autorités coutumières, religieuses et personnel soignants ainsi que 12 focus groups dont 4 hétérogènes et 8 homogènes ont été conduits.

Limites vécues pendant la collecte

Au cours de cette collecte des données sur terrain, 4 principales limites ont été observées dont l'accessibilité physique et sécuritaire à certaines zones d'enquête, la couverture du réseau téléphonique, l'indisponibilité des répondants et l'attentisme communautaire dans certains villages.

Accessibilité physique et sécuritaire : En raison de la vétusté des infrastructures routières et de la situation sécuritaire précaire dans certains villages couverts par cette enquête, l'accès à certaines zones ont été restreint. C'est le cas des villages Cibinda à Kalonge et Chekanawo, Ibelebele, Dingi à Kaïlo. Le village de Kalonge est sous contrôle de groupe armé local que les leaders et les forces de sécurité locale nous ont fortement déconseillé en plus de leur inaccessibilité même par moto et ceux de Kaïlo, ne sont accessibles que par pirogue car étant situés de l'autre rive du fleuve Congo, et le moment n'était pas propice pour traverser.

Couverture du réseau téléphonique :

La majorité des villages échantillonnée au Sud-Kivu sont couverts seulement par un réseau Vodacom et très peu stable. Quant à la province de Maniema, toute la zone échantillonnée est couverte par le réseau Vodacom, mais avec un faible débit, car dépendant de l'intensité de soleil et de la charge de batteries. Toutes ces situations n'ont pas permis une bonne supervision des agents de collecte et la communication entre les membres de l'équipe sur terrain et l'équipe de la coordination.

Indisponibilité des répondants :

La préparation et la collecte des données s'étant déroulée dans un délai très réduit et cela n'a pas permis le temps de la préparation des répondants sur terrain. Cela étant, une fois sur terrain et voulant amorcer la collecte directement, certains répondants n'étaient pas disponibles pendant la durée de collecte. Les enquêteurs étaient obligés de parcourir des longues distances pour atteindre les répondants ou de fois les atteindre aux champs selon le cas.

Attentisme communautaire : La communauté étant habituée au mécanisme d'assistances humanitaires, elle était trop attirée par les enquêteurs et s'attendait à une identification pour une assistance rapide prochaine. Certains membres des communautés étaient emportés par l'esprit d'identification des bénéficiaires et prêts à barricader la route aux collecteurs des données et de fois vouloir même les persuader pour qu'ils soient identifiés. A chaque fois, VH/NCA devrait expliquer la nature et l'objectif de la collecte des données.

V. Résumé

Sur le plan démographique, nous pouvons observer que 52,36% de nos répondants sont des femmes et 47,64% sont des hommes. Environ 91,4% des répondants est agriculteurs en moyenne dans les deux régions d'enquête. Les résultats ont montré que 37,3% des répondants sont des analphabètes et seulement 29,6% ont fait l'école primaire ou secondaire. Néanmoins, il est important de souligné que 195/233 (83,69%) sont des peuples autochtones avec une minorité de pygmées et des déplacés.

Du point de vue agriculture durable, notons que 46,8% des répondants affirment avoir appliqué certaines pratiques de protection et de conservation des forêts au cours de 12 derniers mois. L'agroforesterie est appliquée à 1,7% alors que la pratique des techniques agricoles modernes reste à 1,8% au sein des communautés ciblées. Dans l'ensemble, 88,4% des responsables des ménages affirment avoir manqué certains aliments à manger au sein de leur ménage et environs 84,1% déclarent avoir passé de fois des nuits sans mangé par manque de ressources.

Les résultats obtenus montrent que la majorité de la population vit dans une faim soit modérée (60,5%) ou soit sévère (25%).

Pour les moyens de subsistance, plus de 88,8% des ménages affirment avoir accès à une terre cultivable au sein de deux territoires. Seulement 44,6% détient de titre de propriété alors que les autres accèdent aux terres par location et par métayage sans documents officiel garantissant la sécurité foncière auprès de propriétaire leur exposant ainsi à l'expropriation à tout moment. Les non-propriétaires sont en majorité des membres de la communauté venue des zones fortement insécurisées par les groupes et venus trouvé refuge dans les zones peu secouées par les conflits armés. Etant à majorité propriétaire de leurs champs, ils ont un niveau de confiance très élevé d'accès durable à leurs terres.

Plus de 79% déclarent n'avoir enregistré aucun changement sur le revenu de leur ménage au cours de 6 derniers mois dont la majorité (58,36%) vit avec un revenu moyen mensuel de moins de 10 US. La grande majorité vit de l'agriculture (90,6%) et de la pêche (13,7%) dans les rivières comme source principale de revenue au sein de leur ménage. Les activités les plus rémunératrices sont les activités de pêche, élevage et le travail rémunéré dont le revenu varie entre 30 et 50 US le mois.

S'agissant **des initiatives locales** pour la gestion durable des ressources naturelles, 60% des ménages pratiques plus l'agriculture sur brulis que les autres pratiques. Cette pratique est observée plus à **Kaïlo** (94,8%) qu'à Kalehe (44,6%). Cette pratique est adoptée pour accroître la production (207/233) ou pour réduire la destruction de l'écosystème (18/233).

Signalons également que 63,69% des ménages enquêtés déclarent avoir l'intention de continuer à appliquer leurs pratiques agricoles. 17,2% des ménages affirment avoir été formés sur l'agroforesterie et 15,5% sur les techniques de l'agriculture durable dans le passé. Plus de 92% des ménages interviewés déclarent utiliser les bois de brousse pour la cuisson de leur nourriture au sein des ménages.

VI. Méthodologie de l'étude

4.1. Objectifs de l'étude de base

Cette étude de base vise principalement à obtenir les valeurs initiales des indicateurs pour évaluer les connaissances, les attitudes et les pratiques de base avant la mise en œuvre du projet auprès des parties prenantes dont les bénéficiaires et les partenaires de mise en œuvre du projet en RDC par rapport à la sélection des indicateurs dans le cadre de résultats.

4.2. Collecte et Analyse des Données

Collecte des données

La collecte des données sur terrain a été assurée par une équipe d'enquêteurs recrutés localement dans les deux zones respectives sous le lead des superviseurs venus du bureau de la coordination de VH. Les énumérateurs ont été formés sur place sur les outils de collecte des données numériques et de la méthode d'enquête et de l'éthique de recherche qualitative et quantitative.

Sous le leadership de chaque superviseur, la collecte des données sur terrain s'est déroulée de la période allant du 07 septembre 2021 au 11 septembre 2021, après une formation d'un jour.

Assurance de la qualité

Afin de garantir la qualité des données recueillies, les collecteurs ont été sélectionnés localement et objectivement, et formés aux principes de la recherche mixte, à la sensibilité et à l'utilisation de différents outils de collecte des données à utiliser.

En vue d'accroître la qualité des données, le formulaire ménage a été numérisé sur le serveur Kobo avec des restrictions nécessaires et des sauts de page pour réduire sensiblement toutes les erreurs de saisie et d'incohérence des données dans les données quantitatives. Les données qualitatives ont été collectées sur papier et ensuite la transcription des notes a été faite, et le nettoyage des données quantitatives et qualitatives. L'équipe d'évaluation a procédé à un (e) examen/analyse des données pour s'assurer qu'elles sont complètes, cohérentes et de qualité supérieure, selon les dimensions de la qualité des données.

Processus général d'analyse

Pour les données qualitatives : Les différentes transcriptions des entretiens et analyse des données ont permis de tirer de manière analytique les informations nécessaires recherchées en fonction des indicateurs prédéfinis. Les données qualitatives ont été directement transcrites dans un fichier word et intégrées avec les données quantitatives au sein d'un rapport unique et expliqué.

Pour les données quantitatives : Les données ont été collectées à travers l'application de collecte des données Kobo collect, ensuite elles ont été nettoyées et analysées à partir du logiciel SPSS et présentées sous format Word. Les analyses ont été faites de manière descriptive et analytique.

Le test de comparaison de χ^2 d'indépendance a été utilisé pour différencier les tendances et apprécier la dispersion des données entre les régions et les autres différents paramètres de similarité et de disparité.

4.3. Limites de l'étude

Au cours de cette collecte des données sur terrain, 4 principales limites ont été observées dont l'accessibilité physique et sécuritaire à certaines zones d'enquête, la couverture du réseau téléphonique, l'indisponibilité des répondants et l'attentisme communautaire dans certains villages.

Accessibilité physique et sécuritaire : En raison de la vétusté des infrastructures routières et de la situation sécuritaire précaire dans certains villages couverts par cette enquête, l'accès à certaines zones ont été restreint. C'est le cas des villages Cibinda à Kalonge et Chekanawo, Ibelebele, Dingi à Kailo. Le village de Kalonge est sous contrôle de groupe armé local que les leaders et les forces de sécurité locale nous ont fortement déconseillé en plus de leur inaccessibilité même par moto et ceux de Kailo, ne sont accessibles que par pirogue car étant situés de l'autre rive du fleuve Congo, et le moment n'était pas propice pour traverser.

Couverture du réseau téléphonique :

La majorité des villages échantillonnée au Sud-Kivu sont couvertes seulement par un réseau Vodacom et très peu stable. Quant à la province de Maniema, toute la zone échantillonnée est couverte par le réseau Vodacom, mais avec un faible débit, car dépendant de l'intensité de soleil et de la charge de batteries. Toutes ces situations n'ont pas permis une bonne supervision des agents de collecte et la communication entre les membres de l'équipe sur terrain et l'équipe de la coordination.

Indisponibilité des répondants :

La préparation et la collecte des données s'étant déroulée dans un délai très réduit et cela n'a pas permis le temps de la préparation des répondants sur terrain. Cela étant, une fois sur terrain et voulant amorcer la collecte directement, certains répondants n'étaient pas disponibles pendant la durée de collecte. Les enquêteurs étaient obligés de parcourir des longues distances pour atteindre les répondants ou de fois les atteindre aux champs selon le cas.

Attentisme communautaire : La communauté étant habituée au mécanisme d'assurances humanitaires, elle était trop attirée par les enquêteurs et s'attendait à une identification pour une assistance rapide prochaine. Certains membres des

communautés étaient emportés par l'esprit d'identification des bénéficiaires et prêts à barricader la route aux collecteurs des données et de fois vouloir même les persuader pour qu'ils soient identifiés. A chaque fois, VH/NCA devrait expliquer la nature et l'objectif de la collecte des données.

Les données de cette étude de base servent de première phase d'un cycle d'enquête avant la mise en œuvre du projet sur le terrain. La deuxième phase interviendra à mi-parcours et la troisième à la fin du projet pour collecter des données sur les mêmes indicateurs établis au niveau de base. Cette conception pré intervention permet de déterminer les changements statistiquement significatifs dans les indicateurs entre la ligne de base et la ligne finale ; cependant, elle ne permet pas de faire des déclarations sur l'attribution ou la causalité relatives à l'impact du projet.

Indicateurs mesurés

VH a collecté les données pour mesurer les indicateurs de base du projet REDD+, les indicateurs liés à l'agriculture durable et à la protection des forêts, l'utilisation des terres durables dans les zones d'intervention (Kaïlo et Kalehe), Implication des chefs religieux et les communautés locales et les peuples autochtones pour la protection de l'environnement, Amélioration des droits et des moyens de subsistance des peuples autochtones et des communautés locales, l'accès foncier pour une gestion durable des ressources naturelles, des moyens de subsistance et la production durable, les moyens de subsistance des ménages, aux initiatives locales pour la gestion durable des ressources naturelles tel que repris dans le plan de suivi évaluation apprentissage et redevabilité (MEAL en anglais) de la proposition du projet. (voir Tableau ...).

Tableau 1 : **Liste des indicateurs mesurés**

#	INDICATEUR
01	% de familles améliorant la conservation et la protection de la forêt
02	% d'augmentation de l'apport nutritionnel dans les ménages
03	Niveau d'influence sur les détenteurs d'obligations pour l'approbation et la mise en œuvre des politiques d'utilisation durable des forêts et des terres en RDC
04	2.1 % des chefs religieux ciblés et des membres des communautés locales et peuples autochtones (H/F) impliqués dans des initiatives de protection, de restauration et de gestion durable des forêts
05	Niveau de sentiment de sécurité des ménages quant à la possession durable des terres des ménages
06	Taux d'augmentation du revenu des ménages membres (H/F) des concessions forestières des communautés locales (CFCL)
07	4.1 Pourcentage de ménages (H/F) membres des concessions forestières communautaires locales (CFCL) qui adoptent l'agroforesterie
09	4.2 Pourcentage de ménages (H/F) membres de concessions forestières communautaires locales (CFCL) qui pratiquent des pratiques agricoles durables et innovantes avec un faible impact sur la déforestation agriculture durable

10	5.2 Pourcentage de ménages utilisant des foyers améliorés déclarant réduire la pollution intérieure
----	---

Revue des données secondaire et harmonisation de l'approche

En vue de permettre de raffiner la conception de cette étude, une revue de données secondaires (desk review) a été faite par l'équipe VH en vue de prendre connaissance de la documentation liée au projet incluant le cadre de résultat, le draft du plan MEL, et la proposition du projet, la loi foncière en vigueur en RDC, le guide sur le HHS-Indicator Aug2011, worldagroforestry, global-results-framework-2020-20302.

Aux termes de la revue des données secondaires, l'équipe VH a conduit l'entretien préliminaire avec l'équipe NCA en vue de discuter des premières orientations issues de la revue documentaire pour une mise en œuvre effective de la collecte des données sur terrain.

Au bout de cette étape préliminaire, un rapport initial a été mis en place définissant la méthodologie détaillée, le calendrier opérationnel, et les outils de collecte, qui a été soumis à NCA pour validation avant la descente sur terrain.

Conception de l'échantillon

Enquête ménages

Sur base d'un questionnaire ménage, les enquêtes ménages étaient prévues être conduites sur un échantillon de 260 ménages, en raison de 130 par zone, un échantillon calculé de l'ensemble des bénéficiaires directs attendus par le projet. Cet échantillon n'a pas été atteint à Kaïlo suite à l'inaccessibilité des zones et à l'indisponibilité des répondants. 96/130 ménages ont été atteints à Kaïlo et 137/130 à Kalonge.

L'échantillon a été calculé sur base de l'approche statistique d'échantillonnage à deux degrés et de la probabilité proportionnelle à taille (PPS).

Sachant la population totale (**N**) qui sera atteinte par le projet, nous avons calculé

n avec la formule suivante :

$$n \geq \frac{Nz^2 \cdot p \cdot q}{N\varepsilon^2 + Z^2 \cdot p \cdot q}$$

$$n \geq 5000 \cdot (1.64)^2 \cdot 0.5 \cdot 0.5 / 5000 \cdot (0.05)^2 + (1.64)^2 \cdot 0.5 \cdot 0.5$$

$$n \geq 3362 / 12,5 + 0,6724$$

$$n \geq 3362 / 13,1724$$

$$n \geq 255 \text{ ménages que nous avons ramené à } 260 \text{ ménages.}$$

Où :

z = valeur critique de la distribution de probabilité normale (niveau de confiance à 90 % : 1,64)

p = Proportion de la population ayant l'attribut désiré qui est de 50% : 0.5

ε = marge d'erreur = 5% = 0,05

N=5000

n = ?

Entretien avec les informateurs clés (KII) :

D'après Guest, Bunce et Johnson¹, la première saturation des données qualitatives s'observe au-delà de 18^{ème} entretien et les nouvelles informations deviennent plus rares. En parallèle à cette observation de la saturation des données, 21 personnes ressources ont été interviewées parmi lesquelles nous avons 5 religieux, 3 personnels soignants, 12 autorités coutumières, et 1 membre de la société civile. Cela nous a permis d'apprécier les connaissances, les attitudes et les pratiques de base avant la mise en œuvre du projet par rapport à la liste des indicateurs dans le cadre de résultats.

Discussion de groupe

12 groupes des discussions ont été conduits dont 4 groupes hétérogènes et 6 homogènes en raison de 6 par zones d'étude. Plus ou moins 120 personnes ont été atteintes durant les discussions des groupes, et cela nous a permis d'apprécier les connaissances, les attitudes et les pratiques de base avant la mise en œuvre du projet par rapport à la liste des indicateurs dans le cadre de résultats.

Question d'enquête

Un questionnaire d'enquête ménage a été établi pour la collecte quantitative couplé avec deux guides (KII+FGD) pour la collecte des données qualitatives selon les besoins d'informations à collecter conformément au plan de suivi et évaluation mis en place par le projet REDD+ tel que nous soumis par le Coordinateur MEAL NCA. Le questionnaire ménage et les guides d'entretien et de focus groupe sont tous focalisés sur les thématiques suivantes :

- Section A_ Informations générales
- Section B_ Informations démographiques
- Section C_ Agriculture durable et protection des forêts
- Section D_ Moyens de subsistance des communautés locales et peuples autochtones
- Section E_ Initiatives locales et gestion durables des ressources naturelles

Le questionnaire ménage a été conçu sur Word, ensuite numérisé sur le serveur Kobo pour faciliter une collecte des données numériques avec les tablettes. Les entretiens avec les informateurs clés ainsi que les focus groupes ont été effectués sur papier ensuite résumés sur Word. Tous les outils ont été conçus en français et puis traduits en langues locales durant la formation des enquêteurs pour faciliter la compréhension et également sur terrain par les agents de collecte pour faciliter la collecte des données auprès des membres de la communauté.

¹ Guest, Bunce et Johnson (2006) et [Marshall et al. \(2013\)](#)

VII. Analyse des Résultats

Les présentes analyses vont démontrer les résultats obtenus au cours des enquêtes ménages, les entretiens avec les informateurs clés et les discussions des groupes avec les bénéficiaires. En vue de faciliter la lecture, les résultats seront succinctement présentés après le tableau d'indicateurs en données démographiques, agriculture durable et protection des forêts, moyens de subsistance des communautés et initiatives locales de gestion des ressources naturelles.

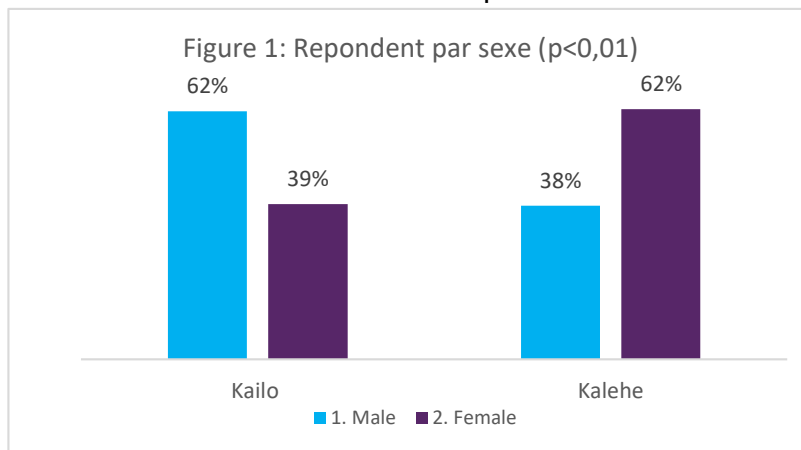
Tableau 2 : Valeurs de base des indicateurs

#	INDICATOR	Valeur de base
01	% de familles améliorant la conservation et la protection de la forêt	46,8%
02	% d'augmentation de l'apport nutritionnel dans les ménages	2.8, Faim modéré dans les ménages
03	Niveau d'influence sur les détenteurs d'obligations pour l'approbation et la mise en œuvre des politiques d'utilisation durable des forêts et des terres en RDC	Kaïlo : Level 1 et Kalehe : Level 2
04	2.1% des chefs religieux ciblés et des membres des communautés locales (H/F) impliqués dans des initiatives de protection, de restauration et de gestion durable des forêts	13.3%
05	Niveau de sentiment de sécurité des ménages quant à la possession durable des terres des ménages	Très élevé=62,66% Elevé=25,75% Moins Elevé=11,58%
06	Taux d'augmentation du revenu des ménages membres (H/F) des concessions forestières des communautés locales (CFCL)	10 USD en moyen
07	4.1 Pourcentage de ménages (H/F) membres des concessions forestières communautaires locales (CFCL) qui adoptent l'agroforesterie	1.7%
08	4.2 Pourcentage de ménages (H/F) membres de concessions forestières communautaires locales (CFCL) qui pratiquent des pratiques agricoles durables et innovantes avec un faible impact sur la déforestation agriculture durable	1.7%
09	5.2 Pourcentage de ménages utilisant des foyers améliorés déclarant réduire la pollution intérieure	1%
10	5.1.1 Nombre % de ménages ayant des capacités renforcées de production et d'utilisation rationnelle de l'énergie provenant du bois	0%

1. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

Répondants par sexe

On notera dans l'ensemble que cette évaluation a interviewé au total 233



représentants des ménages dont 122 femmes et 111 hommes. (Kailo =96 dont 37 femmes et Kalehe=137 dont 85 femmes).

La grande participation des femmes se justifie par le fait qu'elles sont plus permanentes aux champs et à la maison et lors de cette étude les enquêteurs pouvaient soit trouver les

enquêteurs à la maison ou aux champs. Les hommes quant à eux, sont déployés dans les carrés miniers ou dans les centres d'attraction pour les petits commerces et autres activités pour générer le revenu pour la survie du ménage alors que la femme doit rester à la maison prendre soins des enfants.

Profession, le niveau d'étude et l'appartenance à une association de concession forestière.

Dans les deux territoires ciblés, les résultats montrent que les membres de la communauté hôte sont majoritairement agriculteurs car cette catégorie représente 91,4% des couches de population. Sur le plan éducatif les personnes analphabètes représentent 37,3% et certains membres d'une association de concession forestière dans les communautés locales (32,6%).

Tableau3 : Profession, le niveau d'étude et l'appartenance association forestière

Caractéristique du répondant	Nom du Territoire		Total	p
	Kailo n (%)	Kalehe n (%)		
Profession				
1. Agriculteur	89(92,7)	124(90,5)	213(91,4)	0.021
3. Pêcheur	3(3,10)	0(0,0)	3(1,3)	
4. Commerçant	0(0,0)	7(5,10)	7(3,0)	
5. Enseignant	1(1,00)	2(1,50)	3(1,30)	
6. Personnel soignant	3(3,10)	1(0,70)	4(1,70)	
7. Ecclésiaste	0(0,0)	3(2,20)	3(1,30)	
Total	96(100)	137(100)	233(100)	
Niveau d'étude				
1. Analphabète	18(18,8)	69(50,4)	87(37,3)	< 0,01
2. Ecole primaire	31(32,3)	38(27,7)	69(29,6)	
3. Ecole secondaire	42(43,8)	27(19,7)	69(29,6)	
4. Universitaire	5(5,2)	3(2,20)	8(3,4)	
Total	96(100)	137(100)	233(100)	

Membre d'une association de concession forestière communautaire locale				
1. OUI	50(52,1)	26(19)	76(32,6)	< 0,01
2. NON	46(47,9)	111(81)	157(67,4)	
	96(100)	137(100)	233(100)	

Les associations de concession forestière communautaire local identifié dans la zone d'étude sont notamment à Kaïlo, Mama BASIKAMBA TUJIKAZE et à Kalonge le comité de conservation communautaire, « CCC » ainsi que l'association d'Autochtone Pygmées, « AAP ».

Types des bénéficiaires interrogés

Les communautés locales ont été les principaux répondants dans tous les deux territoires que les déplacés, des retournés et enfin les peuples autochtones pygmées. $p < 0,05$. Parmi les 233 répondants rencontrés au sein des ménages, 193 (83,7%) sont des communautés hôtes, 23 (9,9%) sont des ménages déplacés, les 10 ménages retournés représentant 4,3% et 5 ménages des peuples autochtones pygmées représentant 2,10%.

2. AGRICULTURE DURABLE ET PROTECTION DES FORÊTS

Figure 2 : les trois piliers de l'agriculture durable



L'agriculture durable étant fondée sur la nécessité de développer des technologies et des pratiques qui n'ont pas d'effets néfastes sur les ressources naturelles tout en conduisant à une amélioration de la productivité agricole. L'agriculture durable invite donc à pratiquer une agriculture économiquement viable, écologiquement responsable et socialement équitable².

Le projet REDD+ cherche à sensibiliser les populations au rôle central de la forêt pour leurs moyens de subsistance et en promouvant des modèles agricoles durables pour les cultures vivrières et pérennes qui augmenteront les revenus des familles tout en protégeant les forêts, les sols et les ressources en eau.

Indicateur : % de familles améliorant la conservation et la protection de la forêt

Les résultats des enquêtes ménages conduits dans les deux territoires ont démontré que seulement 46,8% des communautés dans les territoires de Kaïlo et Kalehe appliquent au moins une pratique de protection et de conservation des forêts au cours de 12 derniers mois précédents la collecte des données. ($P < 0,41$)

² <http://www.fairebien.com/agriculture-durable/>

Les pratiques de protection et de conservation des forêts appliquées au cours de 12 derniers mois sont l'agroforesterie à Kalehe et la conservation des espèces sauvages à Kaïlo. $P < 0,01$

Tableau4 : Pratiques de protection et de conservation des forêts

Les pratiques de protection et de conservation des forêts que vous avez appliquées au cours de 12 derniers mois ?	Territoire		Total	p
	Kaïlo	Kalehe		
1= Consommation de l'énergie écologique	13(27,1)	0(0,0)	13(11,9)	<0,01
2= Pratique de l'agroforesterie	9(18,8)	55(90,2)	64(58,7)	<0,01
3= Conservation des espèces sauvages	26(54,2)	10(16,4)	36(33,0)	<0,01
4= Pratique des techniques agricoles modernes	1(2,10)	1(1,6)	2(1,8)	0,86

Bien que certains répondants disent appliquer certaines pratiques de conservation et de protection des forêts, il ressort de nos investigations et des données qualitatives que la population de Kalonge et de Kaïlo, s'adonne à l'abatage d'arbre et à la recherche des animaux de forêt, cela est dû suite au niveau de pauvreté et au manque de sensibilisation, parce que cette population connaît les bonnes et mauvaises pratiques de conservation et de destruction des forêts. En s'entretenant avec la communauté, certaines mauvaises pratiques de destruction de la forêt ont été citées, notamment l'abatage d'arbre suite à l'exploitation artisanale de forêts et l'agriculture sur brulis, le feu de brousse, la chasse incontrôlée des animaux et l'utilisation de fusil (marque calibre 12) pour chasser les animaux sauvages. S'agissant des bonnes pratiques de la protection de la forêt, la population est informée qu'il ne faut pas couper les arbres en désordre et si on en coupe, il faut planter d'autres ou encore il ne faut pas utiliser le fusil calibre 12 pour tuer les animaux sauvages.

En entretien avec les peuples autochtone pygmées dans leur site de Chaminunu à Kalonge, ces derniers déclarent qu'ils vivent un calvaire aujourd'hui, et cela les pousse à être tenté d'aller encore dans le PNKB pour chercher à manger. « Depuis qu'on nous a installés dans ce camp, toutes les promesses faites par le gouvernement congolais n'ont jamais été réalisées. Il était promis la construction d'une école, d'un centre de santé, d'une église et l'octroi des moyens de subsistances », se lamente ce peuple autochtone pygmée. Cette hypothèse a été renchérie par la population de Bumoga, une population limitrophe du PNKB dans le village de Cifunzi, où un nombre important des peuples autochtones pygmées vit également dans la même situation.

Indicateur : % d'augmentation de l'apport nutritionnel dans les ménages

Selon le constat fait sur terrain, les prix des aliments augmentent sur les marchés locaux, ce qui entraîne une baisse de la consommation alimentaire des ménages, en majorité pauvres. La population connaît également une situation nutritionnelle

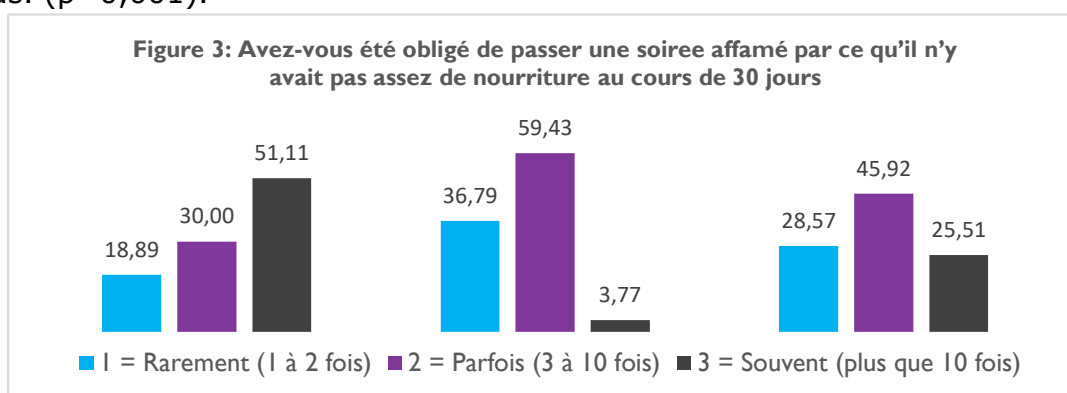
de plus en plus dégradante et en plus que les ménages n'ont pas accès à l'eau potable³.

Aux termes de cette enquête, 88,4% des ménages enquêtés affirment avoir manqué certains aliments préférés au sein de leurs ménages au cours 4 semaines précédentes de l'enquête. Ce manque est dû à la faible disponibilité des ressources financières, et cette situation est observée dans l'ensemble des territoires visités. (P=0,01).

Tableau5 : Avoir manqué un quelconque aliment à manger au sein du ménage

	Nom du Territoire		Total	P Value
	Kailo(n=96)	Kalehe (n=137)		
Avoir manqué un quelconque aliment à manger à la maison, de quelque nature que ce soit à cause du manque de ressources				
0. NON	9(9,4)	18(13,1)	27(11,6)	0.37
1. OUI	87(90,6)	119(86,9)	206(88,4)	
	96(100)	137(100)	233(100)	

Notons également que dans l'ensemble 84,1% des ménages ont été obligés de passer une soirée étant affamé par ce qu'il n'y avait pas assez de nourriture au cours de 4 dernières semaines (30 jours) et cela parfois toute la journée, voire plus. (p=0,001).



Généralement, 74,7% les ménages enquêtés affirment avoir passé un jour et une nuit entière sans rien manger parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture au cours des 4 dernières semaines (30 jours). Et cela pour tous les deux territoires. P=0,001

Tableau6 : Tendance générale

	Nom du Territoire		Total	P Value
	Kailo(n=96)	Kalehe(n=137)		
Avoir manqué un quelconque aliment à manger à la maison, de quelque nature que ce soit à cause du manque de ressources	87(90,6)	119(86,9)	206(88,4)	>0,05
Un membre du ménage a été obligé de dormir affamer le soir parce qu'il n'y avait pas assez	90(93,8)	106(77,4)	196(84,1)	>0,05

³ DRC Project description 19.5.2020 FINAL_NCA

de nourriture au cours de 4 dernières semaines /30 jours				
Un membre de la famille a passé un jour et une nuit entière sans rien manger parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture au cours des 4 dernières semaines/30 jours.	83(86,5)	91(66,4)	174(74,7)	>0,05

Il ressort de ces données que la situation nutritionnelle est catastrophique. Selon les habitants de Balanga interrogés au sein des groupes focalisés, c'est depuis qu'on nous a interdit en juillet 2021 d'aller travailler dans la forêt, que nous vivons une vie alimentaire aussi critique.

Quant à Kalonge, la population vivait jadis de l'agriculture, de l'élevage et un pourcentage très réduit du petit commerce.

Suite à l'insécurité grandissante dans les zones à sol arable, la population ne parvient plus à atteindre leurs champs pour la culture, et s'il faut les atteindre selon les données collectées dans le sous village de Bumoga, à Cifunzi, on doit payer l'équivalent de 100 US, soit 200 000 Francs Congolais aux groupes armés par mois. Cette population n'a plus la culture d'élevage parce qu'à tout moment le groupe armé les viennent ravir des bétails et ne fait plus le petit commerce suite à la dégradation de la route principale dite MADIRIRI, ne permettant pas l'ouverture du groupement aux zones extérieures pour l'approvisionnement ou les expéditions des denrées de première nécessité vers les centres de consommation (Marché de Mudaka à Kabare, Marché Beach Muhanzi à Bukavu, Marchés KASHANJA et BITARA à Nindja, ...).

Les enfants souffrent de la malnutrition et autres maladies liées à l'insécurité alimentaire, déclarent les membres de la communauté au cours des discussions en groupes focalisés. On ne trouve plus de quoi manger, et puis l'agriculture qui devrait être le seul refuge, on n'a pas de semences à semer et ou on n'a pas accès aux champs.

Selon l'entretien avec la zone le Médecin chef de zone de santé de Kalonge, la situation nutritionnelle est dans un état d'alerte. Le dernier rapport de taux de malnutrition au début de l'année 2021 se lève à 11% de cas de malnutrition aigüe modérée et à 7% de la malnutrition aigüe sévère dans la zone de santé de Kalonge sur une population estimée à 218 416 habitants.

Score de faim

Selon le Projet d'Assistance Technique en matière d'Aliments et de Nutrition (FANTA) de USAID, le HHS est un indice de privation alimentaire dans les ménages obtenus à la suite des questions précédentes du tableau 6.

Pour totaliser l'indicateur catégorique du HHS, deux valeurs seuils différentes (> 1 et > 3) sont appliquées aux scores du HHS qui ont été générés. Les trois catégories de la faim dans les ménages sont présentées ci-dessous. Ainsi, il ressort de ces analyses que 75% de la population dans les territoires de Kalehe et Kaïlo vivent soit dans une faim modérée alors que 25% vivent dans une faim sévère.

Tableau 7 : Score de Faim

Il est pertinent de signaler que l'inaccessibilité économique d'une alimentation saine est fortement associée à l'insécurité alimentaire et à différentes formes de

N°	Zone	Score de faim dans les ménages	Catégories de faim dans les ménages	Nombre des ménages	Moyenne score de faim dans les ménages
1	KALEHE	0-1	Peu ou pas de faim dans les ménages	29 (12.4%)	0.55
		2-3	Faim modéré dans les ménages	103 (44.2%)	2.77
		4-6	Faim sévère dans les ménages	5 (2.1%)	4.60
Sous-Total1				137	2.37
2	KAILO	0-1	Peu ou pas de faim dans les ménages	5 (2.1%)	0.60
		2-3	Faim modéré dans les ménages	38 (16.3%)	2.68
		4-6	Faim sévère dans les ménages	53 (22.7%)	4.49
Sous-Total2				96	3.57
Grand Total				233	2.86

malnutrition, y compris le retard de croissance chez les enfants et l'obésité chez les adultes⁴.

Indicateur : 3. Niveau d'influence sur les détenteurs d'obligations pour l'approbation et la mise en œuvre des politiques d'utilisation durable des forêts et des terres en RDC

L'objectif de cet indicateur est de mesurer l'effet et les progrès des stratégies d'influence auprès des détenteurs de pouvoir à prendre des décisions et à agir pour approuver et mettre en œuvre les politiques d'utilisation durable des forêts en RDC.

Cet indicateur est un indicateur de progrès basé sur l'évaluation de plusieurs paramètres, afin de déterminer le niveau d'influence auquel nous sommes où le niveau 1 est le plus bas et le niveau 5 est le niveau le plus élevé. Les niveaux plus élevés d'influence mesurent l'impact et les outcomes/résultats, tandis que les outputs sont mesurés à tous les niveaux.

Les sources des données pour cet indicateur sont les ménages ciblés à travers les focus groupes avec les membres de la société civile et les autorités au niveau local en évaluant les propositions politiques soumises/études/recommandations, les rapports de réunions de sensibilisation/plaidoyer, les publicités dans les médias, les discours, déclarations des détenteurs de pouvoir, etc.

Au cours de cette enquête de base, il a été difficile d'apprécier le niveau de cet indicateur avec fiabilité car la majorité des sources précitées n'étaient disponibles et ne pouvaient s'obtenir dans un délai aussi réduit tel que celui dans lequel nous avons conduit les enquêtes sur terrain.

⁴ <http://www.fao.org/3/ca9692fr/ca9692fr.pdf>

Néanmoins, basé sur les données obtenues au cours de focus groupes et des entretiens avec certains détenteurs de pouvoir sur place, le niveau d'influence a été de **niveau 2 pour Kalehe** par ce que les détenteurs de pouvoir ont conscience et certains documents gouvernementaux existent et sont connus par ces derniers mais pas d'actions concrètes prises. Pour Kailo, cela est de **niveau 1** par ce que les détenteurs des pouvoirs ont seulement une faible connaissance vague.

Indicateur : 2.1% des chefs religieux ciblés et des membres des communautés locales (H/F) impliqués dans des initiatives de protection, de restauration et de gestion durable des forêts.

Dans les deux zones d'enquête, nous avons identifié 15 communautés religieuses en moyenne reconnues dans les zones, 13 communautés à Kalehe dont : 5^e CELPA, 8^e CEPAC, anglicans, CECA 40, CEBCA, 55^e CEBZE, Méthodiste, Eglises de réveil, Catholique, Témoins de Jéhovah, Adventiste, Méthodistes, et les Musulmans et 5 communautés à Kailo dont 5^e CELPA, Catholique, Méthodiste, viens et voit, et les Nazaréens.

Selon les données collectées du terrain, seulement 2 confessions religieuses dont 5^e CELPA et l'Eglise Catholique sont impliquées dans la protection et la gestion durables des forêts selon les discussions et entretiens que nous avons conduits dans les deux zones. Cela ramène à 13.3% de confessions religieuses impliqués dans des initiatives de protection, de restauration et de gestion durable des forêts dans les zones ciblées.

Nous avons en plus identifié certaines structures locales impliquées dans des initiatives de protection, restauration et de gestion durables des forêts. Il s'agit à Kalonge de :

1. CCC « Comité de Conservation Communautaire », ayant pour rôle, la protection de l'environnement, la sensibilisation de la population sur la protection de la forêt en plantant les arbres, et la lutte contre le braconnage des animaux.
2. AAP « Association d'Autochtones Pygmées », ayant pour rôle la promotion des droits du peuple autochtone pygmée, la promotion de l'agriculture et l'assainissement.

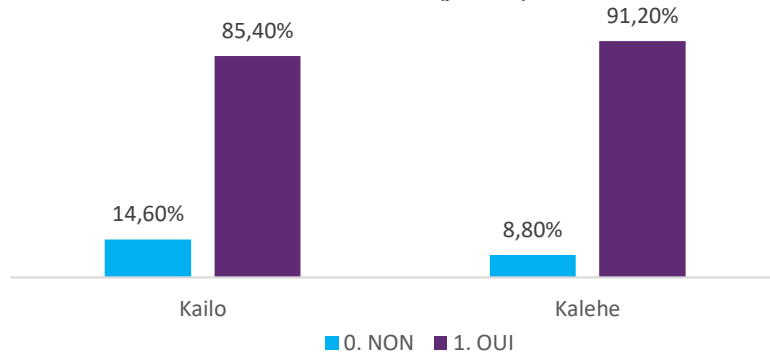
Quant à Balanga, il s'agit d'un groupe de Maman, appelé « MAMAN BASIKAMBA TUJIKAZE » qui fait des aides à la population et octroie un soutien agricole.

3. MOYENS DE SUBSISTANCE DES PEUPLES AUTOCHTONES

Indicateur : Nombre de ménages (H/F) expropriés des terres agricoles

Comme nous l'avons expérimenté dans les données démographiques, environs

Figure 4: Accès à une terre cultivable par votre ménage au cours de 12 derniers mois(p=0,165)



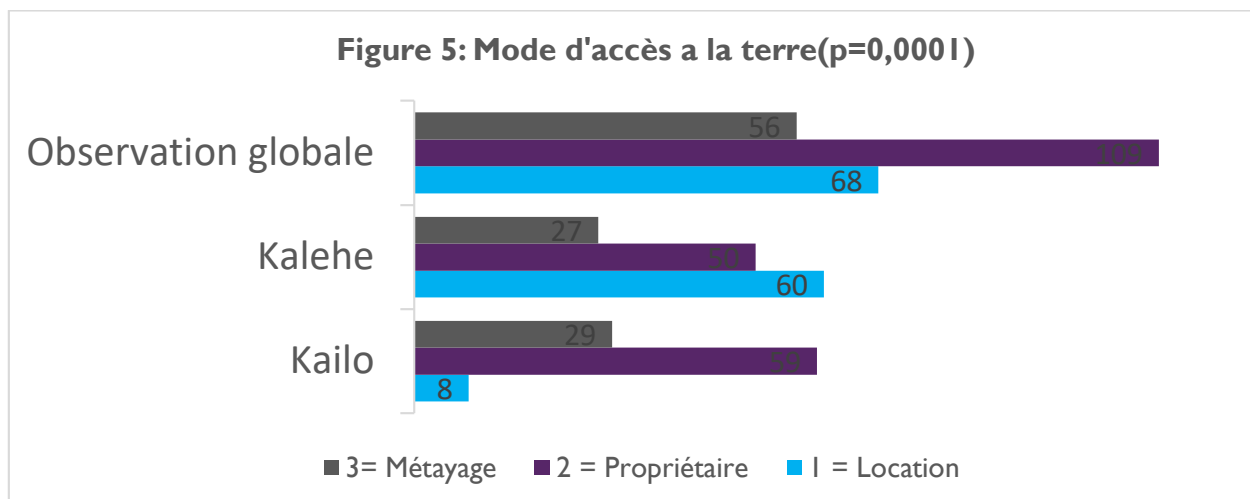
91,4% des répondant sont des agriculteurs dans les régions d'enquête. Les résultats sur le graphique ici-bas montrent que 88,8% des

ménages affirment avoir une terre cultivable au cours de 12 derniers mois. La tendance s'approche par territoire. P=0,165

Cependant, seulement 44,6% d'entre les ménages qui ont accès à la terre affirment détenir un titre de propriété de la terre qu'ils exploitent. Les tendances sont les mêmes dans les deux territoires. P=0,82. Nous devons comprendre que le code foncier et les services du cadastre sont très peu opérationnels dans la majorité des zones rurales de la RDC, cela donnant place aux violations continues des droits des exploitants et qui, à la suite génèrent des conflits fonciers continuels ou les concessionnaires dominant sur les petits exploitants.

Parmi les agriculteurs interviewés, 93,56% d'entre eux sont propriétaires des champs qu'ils exploitent alors que le reste accède aux champs par location ou métayage des terres. Tel que le graphique le montre, les différences sont importantes entre les deux régions P=0,000. Kailo plusieurs exploitants sont des propriétaires des terres et qui font le métayage alors qu'à Kalehe dominant des propriétaires et des locataires.

Signalons que Kalehe est reconnu aussi parmi les zones où des grands propriétaires concessionnaires occupent des étendues énormes des champs et procèdent à la location régulière auprès des petits exploitants.



Si locataire, titre de location détenu

Plus de 60% des ménages propriétaires des terres ne détiennent pas des documents. La différence étant très significative à Kailo (100%) qu'à Kalehe (58,33%). (p=0,0001).

Tableau8 : Si locateur, titre de location détenu

Si locataire, titre de location détenu	Kailo		Kalehe		Observation globale		P
	n	%	n	%	n	%	
1= Acte d'engagement	0	0	12	20.0	12	17.65	0,0001
2= Accord de collaboration	0	0	13	21.7	13	19.12	
3= Sans document	8	100	35	58.3	43	63.24	
	8	100	60	100	68	100.00	

Si propriétaire, titre de propriété détenu ; notons que 60,74% des ménages détenant le titre de propriétés ont les titres coutumiers.

Tableau9 : Si propriétaire, titre de propriété détenu

	Kailo		Kalehe		Observation Globale		P
	n	%	n	%	n	%	
1= Titre coutumier	32	54.23	33	66	65	60.74	0,001
2= Titre cadastral	1	1.69	13	26	14	13.08	
3= Aucun titre	26	44.06	4	8	28	26.16	
	59	100	50	100	107	100	

Pour cet indicateur axé sur l'expropriation des terres, on remarque qu'à Kailo, la pratique d'expropriation de terres n'existe pas, la population de Kailo affirme que chacun cultive où il veut et quand il veut, et personne ne viendra lui ravir le champ au moins que lui-même décide de l'abandonner. Quant à Kalonge/Kalehe, la pratique d'expropriation de terres est décrite par la plupart de la population.

Selon les données collectées, les principaux auteurs de cette expropriation sont les détenteurs du pouvoir, qui usent de leur autorité pour ces expropriations, partant de la théorie selon laquelle le sol et le sous-sol appartiennent à l'état, quelques noms ont été cités des propriétaires des champs qui ont été ravés par les autorités en complicité avec le PNKB. D'autres sources encore, parlent de certaines personnalités politiques de la région qui, une fois au pouvoir ont ravés des champs aux paisibles citoyens.

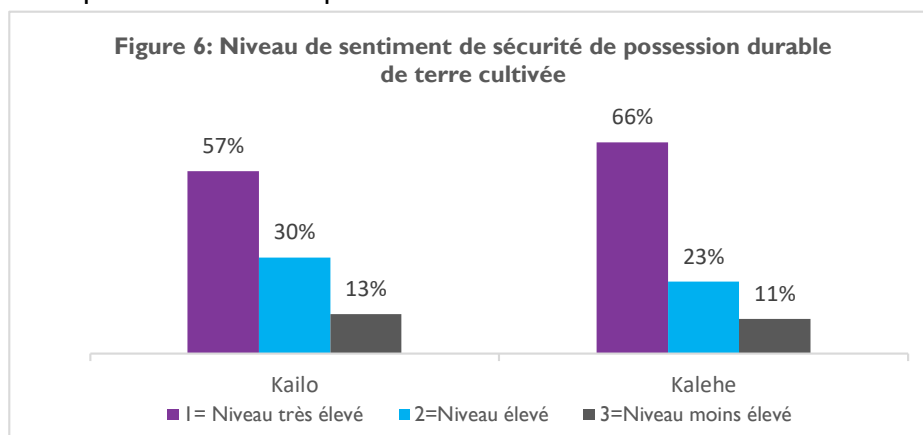
Quant à la l'autorité coutumière, elle dit que dans son fief, personne ne peut ravir à quelqu'un son champ, et parle plutôt du village Rambo, où le chef de village a tenté de cadastrer tout un village comme propriété privée. Les instances ont été saisies et l'affaire est suivie au niveau du ministère des affaires foncières en ce jour.

En entretien avec les autorités ecclésiastiques, monsieur l'Abbé Curé de la paroisse de Kalonge, quelques responsables de la 5^eCELPA et le président du CEV « Comité Ecclésial vivante » Fendula, ils affirment l'hypothèse de la population et précise que même les églises sont victimes de conflit de terres à Kalonge, d'où il lance un appel au projet REDD+ pour réconcilier cette population.

Indicateur : Niveau de sentiment de sécurité des ménages quant à la possession durable des terres des ménages

Tel que nous pouvons le constater dans les résultats ci-dessous, environs 57% des membres des ménages interviewés disent avoir un niveau de sentiment très élevé pour ce qui est de la sécurité de possession durable de leur terre.

Le niveau élevé de sentiment de sécurité foncière est dû au fait que la majorité des agriculteurs ayant participé dans nos enquêtes sont des propriétaires de leurs champs en cours d'exploitation.



Bien que dans l'ensemble des territoires le niveau de sécurité de terre soit élevé, il existe une probabilité non nulle que la population n'ait répondu à cette question avec réticence

surtout dans le groupement de Kalonge.

Dans le village Fendula, 100% de la population enquêtée dit ne détenir ni le pouvoir de vendre ni d'acheter une terre car tous sont locataire de l'autorité coutumière et chaque année elle doit apporter quelque chose à l'autorité pour qu'elle continue à habiter ou à exploiter la terre, sans quoi à tout moment elle peut être chassée.

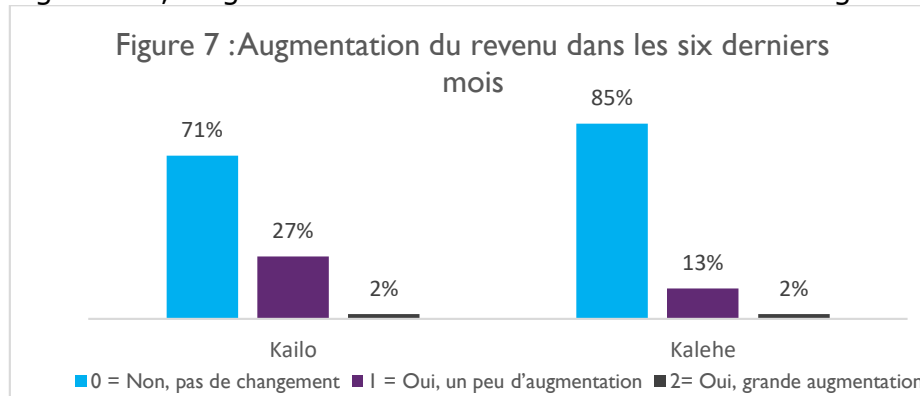
Cependant lors de la conduite des groupes Focalisés, certains répondants ont confirmé être en sécurité pour la possession de leurs terres, et peut-être parce qu'il y avait certains leaders dans ce groupe et la population avait peur de conséquence qui s'en suivraient.

Indicateur : Taux d'augmentation du revenu des ménages membres (H/F) des concessions forestières des communautés locales (CFCL)

Selon les analyses des résultats ci-dessous, il ressort que plus de 79% rapportent n'avoir enregistré aucun changement sur le revenu mensuel de leur ménage durant les 6 derniers mois dont la majorité (58,36%) affirme vivre d'un revenu équivalent à moins de 10 dollars américains.

Donc, il n'y a pas des changements selon les déclarations des répondants.

Figure 15 ; Augmentation des revenus au sein de ménage dans le 6 mois

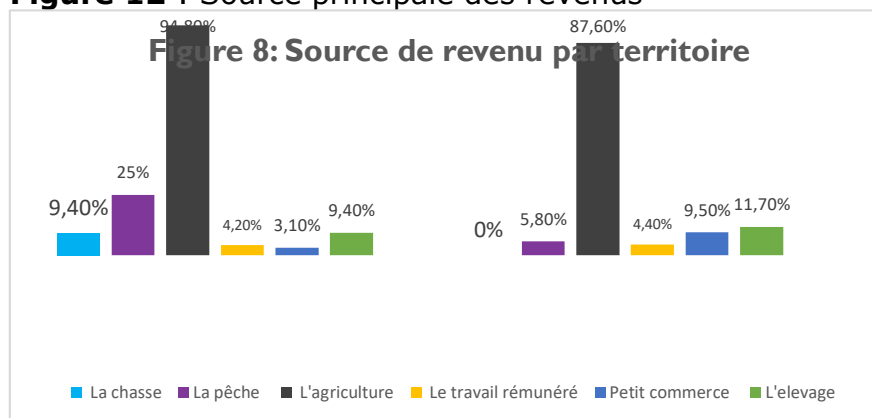


Source principale des revenus au sein de votre ménage

Dans l'ensemble, l'agriculture est la principale source de revenu au sein des ménages tel que déclaré à 91,2% par les ménages interviewés au cours des enquêtes quantitatives.

La grande majorité de la population enquêtée vit de l'agriculture de subsistance (90,6%) et de la pêche artisanale (13,7%) comme source principale de revenu dans la vie quotidienne. Selon les mêmes résultats, les activités qui génèrent plus de revenu pour les communautés sont les activités de pêche, l'élevage et le travail rémunéré comme l'enseignement et le personnel de santé dont le revenu moyen équivalait à 10 \$US par mois.

Figure 12 : Source principale des revenus



Notons que le revenu mensuel pour ceux qui pratiquent la pêche (seulement à Kailo) est l'équivalent de moins de 30 dollars américains. Dans l'ensemble des territoires visités, le revenu mensuel si on pratique l'élevage

est généralement inférieur à l'équivalent de 50 dollars américains.

Par rapport à ceux qui se sont lancés dans l'agriculture, et dont le revenu mensuel pour la plupart est de l'équivalent de moins de 10 dollars américains.

Pour la prestation de travail rémunéré, le revenu mensuel est d'équivalent de moins de 30 dollars américains, alors que pour le petit commerce, le revenu mensuel est d'équivalent de moins de 10 dollars américains.

D'une manière générale, il n'y a pas eu augmentation des revenus dans les ménages au cours de 6 derniers mois dans les deux zones de l'étude. A Kailo, c'est à la suite de la fermeture de la forêt de Lomami et respect de la zone tampon exigée par les autorités politico administratives alors que cet endroit constitue le rayon d'action principale de la population pour leur gagne-pain au quotidien.

Quant à Kalonge, cela est dû à l'abandon par la population des activités génératrices des revenus qui sont l'agriculture et l'élevage, suite à l'insécurité grandissante dans les zones à terres arables, et l'incursion des groupes armés au sein de la communauté, ravisant les bétails et entraînant ainsi une panique généralisée.

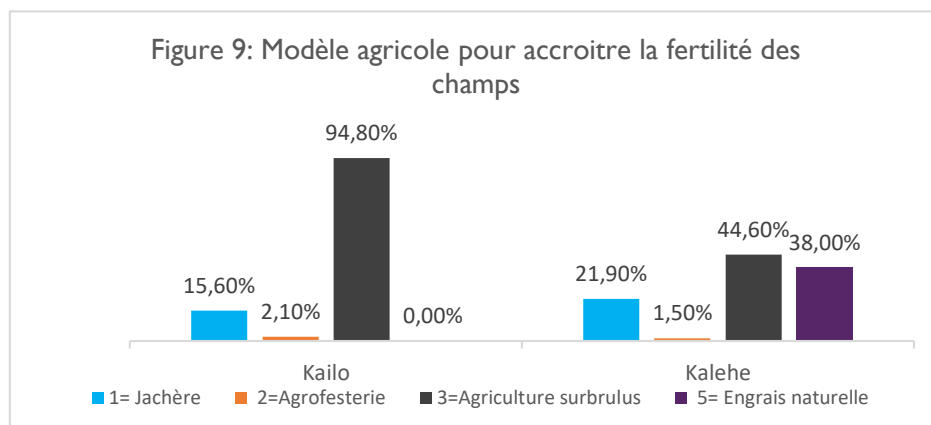
4. INITIATIVES LOCALES ET GESTION DURABLES DES RESSOURCES NATURELLES

Le projet REDD+ cherche à ce que les communautés locales et les peuples autochtones pygmées (et religieuses) soient dotés de connaissances et d'une compréhension de la mise en œuvre des politiques publiques, et les autorités et institutions publiques locales soient habilitées à soutenir les populations locales et à garantir l'adhésion aux politiques environnementales. Grâce à des formations et à un soutien aux initiatives communautaires qui renforceront la durabilité et la résilience de CLFS, ce projet pourra également renforcer le cadre juridique et administratif pour la protection de la terre et de ses habitants.

Indicateur : Pourcentage de ménages (H/F) membres des concessions forestières communautaires locales (CFCL) qui adoptent l'agroforesterie et des pratiques agricoles durables et innovantes avec un faible impact sur la déforestation agriculture durable

Au cours de ces enquêtes, l'équipe de recherche a voulu comprendre les systèmes agricoles qui sont actuellement pratiqués par les communautés ciblées par ce projet dans le but de promouvoir une agriculture durable selon les initiatives locales.

Dans l'ensemble 60% des ménages pratiquent plus l'agriculture sur brulis que les autres pratiques.



Cette pratique est observée plus à Kailo (94,8%) qu'à Kalehe (44,6%) avec une différence significative avec $p=0,0001$

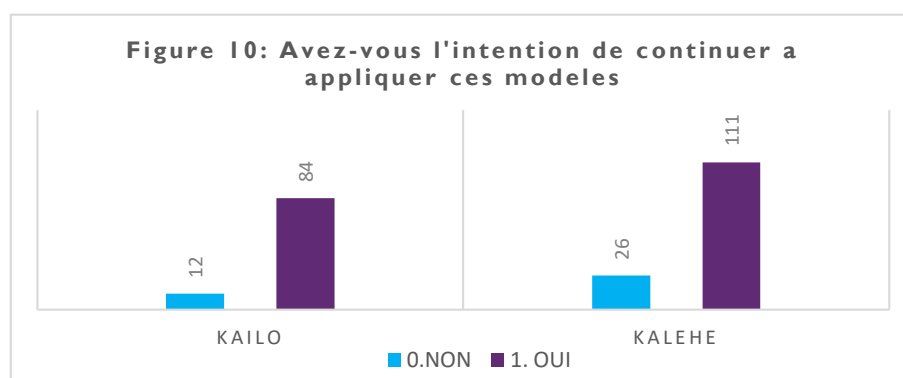
Raisons d'appliquer les modèles agricoles précités

Nous pouvons constater que la communauté recourt à ces pratiques sans raisons connues de leur part, les membres de la communauté pensent que ces techniques permettent de restaurer la fertilité de leur sol tel que rapporté dans les discussions en groupes et les entretiens. Toutefois, les collectes quantitatives ont montré que 88,84% (207/233) des ménages pensent que ces pratiques choisies permettent d'accroître la production agricole et de réduire la destruction de l'écosystème (7,72%) et/ou elle aide à réduire la déforestation des forêts (3,43%).

La raison principale citée par tous les responsables de ménage est d'accroître la production.

Figure 10 : Raisons d'appliquer les modèles agricoles précités

E.02 Pourquoi appliquez-vous ces modèles agricoles précités ? (IN.4.2)		Kaïlo	Kalehe	Observation Globale
1 = Accroître la production		82	125	207
2 = Réduire la destruction de l'écosystème		12	6	18
3 = Réduire la déforestation		2	6	8
Total		96	137	233



195 chefs de ménage sur le 233 affirment avoir l'intention de continuer plus longtemps à appliquer ces modèles.

Il est observable de ces données

collectées que, la population de deux territoires enquêtés applique à ce jour l'agriculture traditionnelle. L'agriculture sur brulis selon eux permet d'accroître la fertilité de sols dans leurs champs, 83% préfèrent continuer à appliquer cette pratique. Avec cette agriculture, peu à peu, les sols s'appauvrissent obligeant les agriculteurs à chercher les fertilisant où pratiquer la jachère qui exige l'abandon des champs pour plusieurs années.

Le défi majeur reste l'explosion démographique qui pousse les agriculteurs à réduire le temps de jachère pour nourrir leurs familles, avec comme conséquence la terre s'épuise de plus en plus et l'homme est contraint de parcourir des longues distances à la recherche des bonnes terres fertiles et cultivables afin d'obtenir des meilleurs rendements.

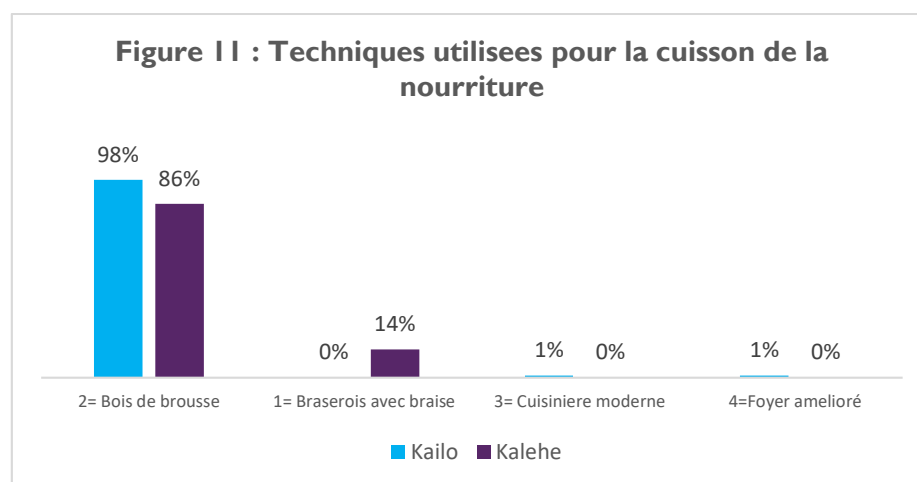
Tableau11 : Formation sur l'agroforesterie

	Nom du Territoire		Total	p
	Kailo	Kalehe		
Avez-vous été formé sur l'agroforesterie	14(14,6)	26(19,0)	40(17,2)	0,31
Avez-vous été formé sur les techniques de l'agriculture durable dans le passé ?	9(9,40)	27(19,7)	36(15,5)	0,032

15 à 17% des répondants disent être formés sur l'agroforesterie et les techniques de l'agriculture durable dans le passé mais restent dans le besoin d'accompagnement pour la mise en pratique de cette théorie.

Indicateur : 5.2 Pourcentage de ménages utilisant des foyers améliorés déclarant réduire la pollution intérieure

Les bois de chauffe sont plus utilisés pour la cuisson de la nourriture. P=0,002



Il ressort de ces données que la population dans les deux zones utilise les bois de chauffe pour la cuisson (92%). Trop peu de répondants à Kalonge font recours aux braserios avec braise, raison encore une fois de la déforestation pour avoir des bois et de braises pour la cuisson. Les foyers améliorés et les cuisinières modernes sont inconnus dans les zones de l'étude.

VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Conclusion

Dans les deux territoires où le projet du consortium sera mis en œuvre, les plus grandes menaces pour la forêt sont la pratique de l'agriculture sur brûlis et la production de charbon de bois / la collecte de bois de chauffage. Par conséquent, l'objectif principal du projet est d'influencer les communautés locales et les autres parties prenantes à adopter des bonnes pratiques (durables) d'utilisation des terres.

La formulation et la mise en œuvre du programme d'agriculture durable contribueront à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Dans les zones ciblées, l'agriculture est la plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre. La conversion des terres d'un type à un autre entraîne la libération et l'absorption de carbone. L'incinération de la forêt et de la savane, la combustion des résidus agricoles, les sols cultivés, le prélèvement de bois de chauffe et la production de charbon de bois contribuent tous à l'augmentation des émissions de GES.

Aux termes de cette enquête, nous pouvons retenir que plus 52,36 % de nos répondants dans cette enquête sont des femmes alors que 91,4% sont des agriculteurs. Les résultats ont montré que 37,3% des répondants sont des analphabètes et seulement 29,6 % ont fait l'école primaire ou secondaire. Retenons que 83,69% sont des populations hôtes avec une minorité de pygmées et des déplacés.

Bien qu'à plus de 46% les répondants disent appliquer certaines pratiques de conservation et de protection des forêts, il ressort de nos observations et des données qualitatives que la population de ces zones, s'adonne à l'abatage d'arbres et à la recherche des gibiers de forêt, en utilisant le fusil appelé calibre 12. Cela est dû à la vie difficile et au manque de sensibilisation parce que cette population connaît les bonnes et mauvaises pratiques de la conservation et destruction des forêts.

Plus de 90% de ménages affirment, avoir manqué un quelconque aliment à manger à la maison, de quelque nature que ce soit à cause du manque de ressources, au moins un membre des ménages dit avoir été obligé de dormir affamer le soir parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture au cours de 4 dernières semaines et au moins un membre de famille avoir passé un jour et une nuit entière sans rien manger parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture au cours des 4 dernières semaines. Il ressort également que la majorité de la population vit dans une faim soit modérée (60,5%) ou soit sévère (25%).

Les Zones de santé sont en situation d'alerte nutritionnelle avec un taux très élevé de malnutrition aigüe modérée (11%) et une malnutrition aigüe sévère à 7% de la zone de santé de Kalonge.

Quant à l'augmentation du revenu de ménage, d'une manière générale, il n'y en n'a pas eu au cours de 6 derniers mois dans les deux zones de l'étude. A Kaïlo, c'est à la suite de la fermeture de la forêt de Lomami, et du respect de la zone tampon imposée par les autorités politico administratives alors que cet endroit

constitue le rayon d'action principale de la population pour leur gagne-pain au quotidien.

Quant à Kalonge, cela est dû à l'abandon par la population des activités motrices des revenus qui sont l'agriculture et l'élevage suite à l'insécurité accrue dans les zones à terres arable, et l'incursion des rebelles au sein de la communauté ravissant les bétails.

Il est observable des données collectées que la population de deux territoires enquêtés applique à ce jour l'agriculture traditionnelle. 60% des ménages affirment appliqués l'agriculture sur brulis pour accroître la fertilité dans leurs champs, une technique traditionnelle avec de grave conséquence sur la nature, et 83% préfère continuer à l'appliquer.

A Kaïlo, la pratique d'expropriation de terre n'existe pas, la population affirme que chacun cultive où il veut et quand il veut et personne ne viendra lui ravir le champ au moins que lui-même décider de l'abandonner. Quant à Kalonge, la pratique d'expropriation de terres est décrié par la plupart de la population.

Selon les données collectées, les principaux auteurs de cette expropriation sont les détenteurs du pouvoir, qui usent de leur pouvoir pour cette expropriation, partant de la théorie selon laquelle le sol et le sous-sol appartiennent à l'Etat.

Bien que dans l'ensemble des territoires le niveau de sécurité de terres des communautés soit élevé, il existe une probabilité non nul que la population ait répondu à cette question avec réticence surtout dans le groupement de Kalonge. 15 à 17% des répondants disent être formé sur l'agroforesterie et les techniques de l'agriculture durable dans le passé, mais le manque les moyens pour la mise en pratique des théories apprises demeure un défi majeur.

Il ressort de ces données que la population dans les deux zones utilise les bois de chauffe pour la cuisson. Trop peu de gens à Kalonge font recours aux braseros, raison encore une fois de l'accélération de la déforestation à cause de l'usage des bois de chauffe et de braises pour la cuisson au quotidien.

Les foyers améliorés et les cuisinières modernes sont inconnus dans les zones de l'étude.

Recommandations

- Former la communauté sur les bonnes pratiques liées à la protection et la conservation de la forêt et les sensibiliser sur l'abandon de celles mauvaises ;
- Introduire les nouvelles semences à courte durée ainsi que des cultures maraichères dans la communauté et prévoir des champs pilotes pour une meilleure appropriation ;
- Doter la communauté des outils pouvant leur permettre d'appliquer les techniques modernes d'agricultures et de cuisson ;
- Dans la mesure du possible, mettre en place des activités génératrices de revenue pour les ménages identifiés les plus vulnérables en vue de bien les amener à abandonner l'abatage d'arbres et la chasse dans la forêt,
- Créer certains comités locaux opérationnels qui faciliteront la surveillance et la sensibilisation de la communauté sur l'agriculture durable et la protection de la forêt ;
- Former et/ ou créer de cadre d'échange communautaire et jouer le rôle du médiateur pour une solution au conflit foncier à Kalonge ;

- Mettre en place un mécanisme de plaidoyer auprès de détenteurs de pouvoir pour une meilleure gestion des ressources naturelles dans les entités ;
- S'assurer de l'inclusion des personnes à besoins spécifiques et des couches minoritaires tel que les pygmées dans les interventions et s'assurer d'un équilibre communautaire.

IX. ANNEXES :

Annexe 1a : Questionnaire d'enquête ménage

Annexe 1b : Guide Entretien Informateur Clé (KII) et Focus group (FGD)

Annexe 2 : Base des données enquête ménage

Annexe 3a : Transcription KII Balanga

Annexe3b : Transcription KII Kalehe

Annexe 4a : Transcriptions FGD Balanga

Annexe 4b : Transcription FGD Kalehe

Annexe 5 : Quelques photos et vidéos de la mission